

Convention collective

**IDCC : 8435. – COOPÉRATIVES FRUITIÈRES
(Ain, Doubs et Jura)
(29 août 2001)**

(Étendue par arrêté du 18 février 2002,
Journal officiel du 24 février 2002)

AVENANT N° 11 DU 11 OCTOBRE 2018

NOR : AGRS1997004M

IDCC : 8435

Entre :

Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles FRSEA de Bourgogne - Franche-Comté ;

Fédération régionale CUMA de Bourgogne - Franche-Comté ;

Entrepreneurs des territoires Franche-Comté ;

Union régionale de l'horticulture et de la pépinière de Franche-Comté ;

Fédération départementale des coopératives laitières de l'Ain ;

Fédération régionale des coopératives laitières du Massif jurassien FRCLMJ ;

Fédération des CUMA de ramassage de lait du Doubs,

D'une part, et

Union régionale CFDT de Bourgogne - Franche-Comté ;

Fédération CFTC de l'agriculture ;

SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de définir les modalités de gestion des sommes résultant de la mise en œuvre du principe de solidarité, tel que prévu à l'article 10 de l'accord régional du 18 février 2009 instaurant un régime d'assurance complémentaire frais de santé au bénéfice des salariés agricoles non cadres de Franche-Comté et des salariés des coopératives fruitières de l'Ain, du Doubs et du Jura.

En complément des dispositions du présent avenant, les organisations syndicales et professionnelles agricoles s'engagent à assurer le suivi des sommes collectées ainsi que des modalités de gestion de ce fonds.

Article 1^{er}

Gestion locale des fonds résultant de la mise en œuvre du principe de solidarité au titre de l'accord collectif régional frais de santé

Il est ajouté à l'accord régional du 18 février 2009 susvisé un article 10.1 intitulé « Gestion des fonds résultant de la mise en œuvre du principe de solidarité », rédigé comme suit :

« Article 10.1

Gestion des fonds résultant de la mise en œuvre du principe de solidarité

Conformément aux dispositions du présent accord, il est institué, dans le cadre du régime frais de santé, un fonds social qui a pour finalité de mettre en œuvre le principe de solidarité établi par les organisations syndicales et professionnelles agricoles signataires de l'accord régional.

Le salarié ou ses ayants droit peuvent constituer une demande d'aide au titre de la solidarité auprès de la "commission paritaire locale de pilotage du fonds social", telle que définie à l'article 10.1.2 ci-après.

Afin de simplifier et d'organiser le fonctionnement du fonds social, ainsi que la gestion des actions qu'il finance, les parties ont souhaité adopter les dispositions suivantes :

Article 10.1.1

Financement du fonds social

Conformément à l'article 10 du présent accord régional, le fonds social est alimenté à hauteur de 1 % des cotisations, nettes de frais et chargements de gestion, appelées par les organismes assureurs auprès desquels les exploitations et entreprises ont souscrit des contrats collectifs d'assurance complémentaire frais de santé dans le cadre du présent accord.

Article 10.1.2

Commission paritaire locale de pilotage du fonds social

Afin d'assurer la parfaite sécurité juridique de la gestion du fonds ainsi constitué, il est institué une "commission paritaire locale de pilotage du fonds social", issue de la commission paritaire de suivi du présent accord.

Les membres de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social ont compétence pour mettre en œuvre les actions de ce fonds selon les conditions définies à l'article 10.1.4 du présent accord.

Article 10.1.3

Composition de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social

La commission paritaire locale de pilotage du fonds social est composée des organisations syndicales de salariés signataires de l'accord régional du 18 février 2009, à raison d'un titulaire et d'un suppléant, et d'un nombre égal de membres désignés par les organisations professionnelles agricoles signataires.

Le suppléant ne fait partie de ladite commission qu'en l'absence du titulaire.

Un président et un secrétaire général sont désignés pour un mandat annuel, respectivement et en alternance dans chacun des collèges employeurs et salariés.

Article 10.1.4

Attributions de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social

La commission paritaire locale de pilotage du fonds social, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, est chargée de contrôler la bonne affectation des actifs du fonds social effectuée par les organismes assureurs auprès desquels les exploitations et entreprises ont souscrit des contrats collectifs

d'assurance complémentaire frais de santé, et d'examiner les demandes d'action sociale qui lui sont soumises par ces organismes.

Les décisions de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social sont prises selon les dispositions relatives à la conclusion des accords de branche prévues par le code du travail.

Article 10.1.5

Réunions de la commission paritaire locale de pilotage du fonds social

La commission paritaire locale de pilotage se réunit au moins une fois par an, et sur saisine d'une partie signataire de l'accord régional, sur convocation du président ou du secrétaire général de ladite commission.

Lors de cette réunion, ladite commission reçoit les rapports d'activité, les comptes de résultats et les bilans du fonds social établis par les organismes assureurs à cet effet. »

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur au premier jour du trimestre civil suivant la date de parution de son arrêté d'extension, et dans tous les cas, au plus tard le 1^{er} avril 2019.

Article 3

Dépôt et extension

La partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant le notifie à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, un exemplaire du présent avenant sera déposé auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Une version sur support électronique est également communiquée à la DIRECCTE du lieu de signature de l'avenant.

Les parties conviennent de solliciter l'extension du présent avenant.

Fait à École-Valentin, le 11 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)